

M. ANDERSON: Non, je ne me souviens pas avoir vu aucune étude faite exactement d'après les critères que vous énoncez.

M. OLSON: Je m'intéresse à cela parce que l'on a demandé si le Canada pourrait doubler sa production d'ici dix ans. Je suis d'avis que le Canada pourrait, en moins de dix ans, plus que doubler sa production pour satisfaire à tous les besoins humains de nourriture, s'il existait un stimulant économique pour agir ainsi. Nous pourrions faire cela en utilisant toute la terre qui n'est pas exploitée au maximum actuellement, et en changeant, par exemple, les types de produits sur des millions d'acres, si notre objectif était de produire une quantité imposante de denrées, plutôt que d'obtenir le maximum d'argent.

J'en ai vu quelques exemples au Proche-Orient, et j'ai comparé le rendement en Israël à celui de quelques acres de l'est d'Israël. La production en Israël est beaucoup plus considérable à cause de l'application de la science par des gens qui savent comment s'en servir. C'est pourquoi j'ai soulevé la question, à savoir si jamais une telle étude avait été faite.

M. ANDERSON: Bien, je dois répondre que je ne suis pas au courant d'aucune étude faite d'après les conditions que vous nous précisez.

Le coprésident sénateur CROLL: Quand nos surplus seront épuisés, comme chacun convient qu'ils le seront dans peu de temps, n'aurons-nous pas alors un stimulant suffisant?

M. OLSON: Non, pas dans le moment. Dans le sud de l'Alberta, par exemple, à cause des projets d'irrigation qui sont en cours en ce moment, le rendement potentiel est peut-être cinq fois le rendement actuel; et pourtant, lorsque les fermiers arrivent sur ces territoires, à cause du prix qu'ils obtiennent pour quelques-unes de ces récoltes spécialisées—légumes, pommes de terre, etc. . . —, ils s'aperçoivent que même s'ils peuvent augmenter considérablement le tonnage total, ils ne peuvent pas payer le coût additionnel que cela entraîne. Dans ces cas, le fermier se trouve en difficulté financière, et alors il revient à d'autres sortes de production moins onéreuses. Ceci diminue grandement le rendement total, bien que le revenu net du fermier soit plus élevé.

Je dis que des milliers de milles carrés en Afrique centrale, s'étendant de la bordure sud du désert du Sahara à la jungle, augmenteraient leur production, non pas deux ou trois fois, mais dix ou vingt fois, si la science moderne leur était appliquée et s'ils étaient cultivés par des fermiers venant de l'ouest canadien. Une énorme valeur de production pourrait sortir de ces milliers de milles carrés.

C'est pourquoi j'ai soulevé cette question. Je suis quelque peu las de cette argument, à l'effet que la terre dans le monde ne peut produire, lorsque je vois des millions et des millions d'acres non utilisées partout sur ces continents.

Il y a une autre chose que j'aimerais vous demander quant à cette politique d'essayer d'aider quelques-uns de ces pays appelés «en développement». Avez-vous abordé les problèmes politiques avec leurs gouvernements, sur le fait qu'ils n'encouragent pas les gens à se renseigner sur la façon d'augmenter la productivité? A vrai dire, j'ai été plutôt alarmé de découvrir, dans quelques-uns des pays que j'ai visités, qu'il y régnait une sorte d'obsession à vouloir se débarrasser de ceux qui s'y connaissaient en la matière, à cause d'un certain nationalisme qui était la politique du gouvernement à ce moment-là, ce qui baissait la production parce que l'on ne pouvait pas appliquer les techniques modernes. Avez-vous rencontré de tels cas dans ces pays?

M. ANDERSON: Dans les exemples que vous avez mentionnés, je suis sûr qu'il y en a plusieurs où le nationalisme s'est installé dans un pays, ce qui a eu pour effet de chasser les gens qui auraient pu apporter une immense contribution à la vie technique et économique de ce pays. Toutefois, ce que je croyais que vous demanderiez était à savoir si on s'est opposé aux Nations Unies ou à l'envoi, par